
L'écologie urbaine entre science et urbanisme

Cyria Emelianoff

Citer ce document / Cite this document :

Emelianoff Cyria. L'écologie urbaine entre science et urbanisme. In: Quaderni, n°43, Hiver 2000-2001. Écologie urbaine. pp. 85-99.

doi : 10.3406/quad.2000.1474

http://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2000_num_43_1_1474

Document généré le 17/10/2015

l'écologie urbaine entre science et urbanisme

Cyria
Emelianoff

*Maître de Conférences
ENS de Fontenay Saint-Cloud
Centre de biogéographie-écologie
Université de technologie de Troyes*

Qu'y a-t-il de commun entre l'écologie urbaine de l'École de Chicago et l'activité d'un service municipal d'écologie urbaine ? Entre les modèles écosystémiques appliqués à la ville et l'aménagement plus écologique du milieu urbain ? Le terme d'écologie urbaine désigne à la fois un champ de pratiques et quelques tentatives de théorisation, qui ne se recouvrent pas et s'influencent paradoxalement très peu. L'indépendance des pratiques d'écologie urbaine vis-à-vis des discours scientifiques émis à son propos est le point de départ de cette réflexion. La faiblesse des liens entre les recherches sur "l'écosystème urbain" et l'aménagement des villes signifie-t-elle que l'écologie urbaine est un savoir inapplicable, ou bien, à l'inverse, une pratique qui ne peut donner matière à réflexion urbanistique ?

Ce décalage entre théories et pratiques tient peut-être à l'ambition de globalité de l'écologie urbaine – comprendre de manière holistique le milieu urbain afin d'en proposer une gestion ou un aménagement différents – et aux mesures finalement très sectorielles auxquelles cette écologie aboutit. Plus l'écologie est consciente de la nécessité d'une approche globale du milieu urbain, plus elle s'éloigne de cet objectif, peut-être par le fait même qu'elle souhaite s'instituer en démarche scientifique. Il y

aurait ainsi une contradiction fondamentale entre l'aspiration à devenir science, savoir disciplinaire institutionnalisé, et la recherche d'un programme réformiste pour la ville vers lequel tendrait l'écologie urbaine en acte.

A cet égard, les auteurs qui, à la charnière du XIX^e et du XX^e siècles, donnent naissance à l'urbanisme et multiplient les propositions pour réformer les villes, étaient peut-être mieux outillés pour appréhender l'écologie urbaine que les auteurs qui s'efforceront de la définir sur des bases scientifiques, à deux reprises, dans les années 1920 et 1960. L'écologie urbaine n'est pas née avec l'école de Chicago, qui fonde le terme en 1925, mais s'inscrit dans le droit fil d'une préoccupation hygiéniste, voire hippocratique, voire plus ancienne encore. Très tôt en effet, dès les premières concentrations urbaines, des pratiques que l'on peut qualifier d'écologiques ont été mises en œuvre, pour organiser par exemple l'évacuation des déchets. Certes, l'écologie urbaine ne se réduit pas à l'hygiénisme, mais l'utilisation précautionneuse des ressources, la végétalisation de la ville ou la régulation du microclimat urbain ne sont pas non plus des questions nouvelles pour les villes.

En revanche, tous les savoir-faire

développés par les villes pour gérer tant bien que mal l'environnement urbain resteront dans une large mesure des savoirs pratiques, qui ne donneront pas lieu à une conscience écologique réflexive. Ce sont les concentrations urbaines et industrielles du XIX^e siècle qui déclencheront une réflexion plus systématique sur les enjeux environnementaux et la santé publique, dans le sillage des topographies médicales du XVIII^e siècle. La réintroduction de la nature en ville, pensée de manière unitaire (les systèmes de parcs urbains) ou dissociée en composantes (qualité de l'air, de l'eau, lumière, verdure), devient alors le principal remède aux maux de la ville.

Avec Olmsted, Howard et Geddes, un projet urbain écologique se construit, qui n'est pas dissocié des dimensions sociales, culturelles et politiques de la vie urbaine. Il s'agit de se réapproprier un milieu, des conditions de logement et de vie satisfaisantes, et un espace politique, qui ne soit pas abandonné aux seules forces du marché, ou chez Olmsted, aux intérêts électoralistes locaux. Chacun de ces trois auteurs argue d'ailleurs longuement de la rentabilité de son projet, pour asseoir en termes économiques la légitimité d'une politique de planification de la ville. Olmsted insiste sur la revalorisation foncière et l'attractivité économique des espaces urbains à

proximité des parcs¹, Howard (1898-1998) évalue les économies réalisées en urbanisant des terrains en grande périphérie², tandis que Geddes (1915-1996) se situe plus ouvertement sur le terrain de la richesse immatérielle, créée par l'amélioration des conditions de vie³. Pour ce dernier, la planification urbaine est aussi un exercice citoyen et civique, qui doit mobiliser la population auparavant sensibilisée (expositions, musées, instruction civique à tout âge).

Cette première écologie urbaine, à l'état naissant, réformatrice et sociale, cède la place au cours du XX^e siècle à une écologie urbaine qui s'inspire de l'écologie scientifique et transfère dans le champ urbain les concepts mis au point pour les milieux naturels. L'échec de ces tentatives laissera l'écologie urbaine dans une position assez indéfinie et inconfortable, à mi-chemin entre savoir et pratique, en manque perpétuel de reconnaissance et de moyens⁴. Le concept de développement urbain durable doit sans doute son succès aux impasses rencontrées par l'écologie urbaine, qui a trop cherché dans le champ scientifique une légitimation qu'elle ne pouvait obtenir que dans un registre politique et culturel. Sur le plan des pratiques, l'écologie urbaine s'interdisait toute opérationnalité en étant appréhendée

comme une compétence spécifique, séparée de l'urbanisme. C'est en développant au contraire l'interface entre le développement économique, social et l'écologie qu'il est possible de rendre la ville plus écologique, le développement durable retrouvant ainsi l'inspiration des premiers urbanistes.

La nature, remède à la surdensité

Le mouvement qui donnera naissance à l'"urbanisme", en 1910, emboîte le pas au combat hygiéniste, politico-scientifique, qui secoue la ville au XIX^e siècle. L'essentiel du débat s'organise alors autour de la question de la surdensité urbaine et des moyens d'y remédier⁵. Un des principaux leviers pour desserrer le tissu urbain et, pense-t-on, pour le pacifier, consiste à réintroduire la nature en ville, dans l'espace public, laquelle a une vocation tout à la fois récréative, esthétique et purificatrice face aux rejets industriels et domestiques.

Sous l'ancien régime, les jardins privés se sont peu à peu rétractés sous l'emprise de la pression foncière et la ville se "déruralise" au XIX^e siècle, pour reprendre le mot de Jacques Le Goff⁶. En contrepartie, l'élément végétal commence à investir l'espace public dès le XVII^e et XVIII^e siècles, parallèlement à l'affirmation de la sensibilité romantique. La fonction

ornementale du végétal se double déjà d'une fonction d'assainissement et de structuration de la ville⁷. Le XIX^e siècle donnera à cette politique une autre ampleur. Tour à tour, Olmsted, qui sera efficacement relayé par Forestier en France, Howard et Geddes, pour ne citer que les auteurs les plus influents, promeuvent une politique de parcs et jardins dans le cœur des villes, à leurs périphéries et à leurs marges, dans l'espace interstitiel des régions urbaines. Cette réflexion sur la nature en ville est aussi stimulée par la rupture que les installations industrielles instaurent entre villes et campagnes, les citadins ayant des difficultés à sortir de la ville⁸.

Pour Frédéric Law Olmsted, l'auteur de Central Park et des systèmes de parcs dont se dotent différentes métropoles américaines dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (Boston, New York, Baltimore, Harrisburg), le développement urbain demande à être appréhendé d'une manière globale et prospective : il s'agit de traiter l'agglomération dans son ensemble et d'anticiper les développements ultérieurs, dans une période de forte croissance urbaine. Les parcs permettent de constituer des réserves foncières pour les générations suivantes⁹. Le végétal n'est pas seulement un outil stratégique de planification. Le parc est aussi un antidote aux maladies

nerveuses et au stress qui affectent la vie de l'homme moderne, dans un environnement de plus en plus artificiel¹⁰. En réintroduisant le soleil et l'air frais en ville, les espaces de jeux et de récréation, le végétal régénère la ville. Multifonctionnel, l'espace végétalisé est avant tout un espace public de détente et de sociabilité. Il a donc simultanément une fonction de desserrement de la ville et des tensions liées à la vie citadine.

À cette époque, hygiène physique et morale sont étroitement associées. C'est ainsi que se développe l'idée, principalement sous la plume des journalistes, que la réintroduction de la nature en ville, en créant de nouveaux espaces de sociabilité, est un moyen de rétablir l'ordre social, de réduire l'alcoolisme, la criminalité et la délinquance qui affectent les centres urbains¹¹. Mais Olmsted, Howard et Geddes sont plus prudents. Ils se contentent d'affirmer que la nature en ville participe à l'amélioration de l'hygiène et des conditions de vie, et peut à ce titre rendre les dérivatifs tels que l'alcool moins nécessaires. Pour Olmsted, la fréquentation des parcs est susceptible de concurrencer celle des bouges, principal endroit de sociabilité populaire. Howard défend aussi l'idée que le moyen de lutter contre l'alcoolisme n'est pas la prohibition mais *"la marche vers une*

vie plus naturelle et plus saine"¹². Et dans le même esprit, Patrick Geddes ne mentionnait-il pas en 1915 que l'alcoolisme "(...) est le moyen le plus rapide de sortir de Manchester"¹³ ?

De l'autre côté de l'Atlantique ou de la Manche, plus précisément à Paris, l'hausmannisation accordera-t-elle aussi une place prédominante à l'élément végétal. L'aération du tissu urbain est réalisée grâce à des coupes franches dans les quartiers médiévaux, à l'élargissement et l'interconnexion du réseau routier, et à l'établissement d'un système respiratoire de "promenades et plantations", à la demande de Napoléon III. Alphand, le bras droit d'Haussmann, aménage de nombreux squares et jardins reliés par des avenues, et plante plus de 110 000 arbres à Paris, ce qui modifie substantiellement le paysage urbain¹⁴. À l'image des équipements publics (hôpitaux, écoles, mairies, etc.), les "espaces verdoyants" seront distribués dans les différents quartiers parisiens avec un souci d'égalité urbaine¹⁵.

La spécificité du XIX^e siècle est de penser l'accès pour tous à l'espace vert, et de tenter de rééquilibrer la distribution des espaces libres qui caractérisait les quartiers les plus privilégiés. Jean Claude Nicolas Forestier, le successeur d'Alphand au service des

promenades et plantations de la Ville de Paris à partir de 1887, relaie les propositions d'Olmsted. Il défend l'idée d'une véritable trame verte, adaptée à la topographie, qui, des forêts périurbaines aux places plantées, parcourt toute la gamme des espaces verts, en un ensemble coordonné et hiérarchisé, faisant du végétal un élément omniprésent, de l'espace de proximité à celui de l'agglomération¹⁶. Ces vues auront quelques difficultés à être appliquées en France, où le traitement de la "nature" reste bien plus formel que celui en vigueur dans les villes anglo-saxonnes. Les propositions de Forestier trouveront un meilleur accueil à Buenos Aires et au Maroc. Comme Olmsted, il se fait le partisan d'une conception délibérément prospective du développement urbain, dans l'intérêt des générations à venir, l'espace libre étant la clef de voûte de la planification urbaine.

Ebenezer Howard, qui publie à la fin du siècle *Les cités-jardins de demain*, est à l'origine d'un second projet de restructuration de la ville par la nature, à l'échelle d'un territoire urbain élargi. Pour désengorger les métropoles, Howard propose l'édification de villes nouvelles en périphérie lointaine, qu'il baptise "cités-jardins". Entourées par des ceintures vertes qui fixent leurs limites, irriguées par les

jardins et les parcs, les cités-jardins sont des villes d'une taille inférieure à 30 000 habitants, qui offrent travail, loisirs et espaces résidentiels. Ces villes nouvelles doivent permettre de substituer à l'accrétion urbaine, guidée par les intérêts fonciers, un mode de croissance organique, par reproduction d'unités urbaines autonomes, limitées et inter-reliées par des transports rapides¹⁷. En dépit des fortes critiques, ce concept trouvera de nombreuses applications, non seulement par la création de quelques cités-jardins en Europe, mais surtout par l'édification de villes satellites en périphérie des grandes agglomérations, dans les années cinquante et soixante en Angleterre et en France, puis en de nombreux points du globe, de l'Occident à l'Orient.

Le succès des propositions d'Howard fera malheureusement aussi son infortune, car les cités-jardins nourriront principalement la suburbanisation, le modèle de l'habitat pavillonnaire, bien à l'insu de son concepteur. Aux États-Unis par exemple, le mouvement des cités-jardins influence fortement le développement des banlieues privées à partir des années vingt¹⁸. Les nappes pavillonnaires qui se développent ensuite nient toute distinction entre ville et campagne, dédensifient la ville sans parvenir à la désengorger, et substituent aux

pollutions de proximité des pollutions induites par la mobilité. La déconcentration urbaine génère de nouvelles nuisances écologiques, à une échelle sans précédent dans l'Histoire puisqu'elles contribuent à modifier la composition atmosphérique de la Terre.

Si les premiers urbanistes que sont Olmsted, Forestier, Howard et Geddes ne pouvaient prévoir le caractère problématique du développement des transports, celui-ci devant au contraire permettre de détendre la ville et d'offrir des espaces d'épanouissement aux citoyens, Patrick Geddes anticipera bien des questions abordées aujourd'hui en termes de "développement urbain durable". Pour Olmsted et Howard, l'écologie urbaine, non formulée mais pratiquée, associe la recherche d'hygiène, du bien-être physique et moral des populations, et du plaisir esthétique. Geddes apporte des éléments plus contemporains au débat sur la place de la nature en ville, ou plutôt à l'échelle de la région urbaine, les espaces "ouverts" permettant d'orienter et de canaliser le développement des conurbations, concept dont il est l'inventeur.

Patrick Geddes souligne le rôle d'une gestion économe des ressources naturelles et énergétiques, qu'il considère comme les

véritables richesses nationales, celles qui soutiennent la vie¹⁹. Il appelle par exemple les acteurs urbains à une coopération intercommunale et interdisciplinaire, pour organiser la protection de la ressource hydrique à l'échelle des bassins versants, et assurer ainsi l'approvisionnement des villes. L'ancienne distinction ville-campagne est à ses yeux caduque et doit laisser place à une planification à l'échelle des régions urbaines. Si les conurbations sont des "villes mondiales" qui progressent dans la compétition économique, elles ont encore à devenir un habitat digne de l'homme, un milieu de vie épanouissant pour les citoyens. En se fondant sur la connaissance de leur histoire, il est possible de réinscrire le développement des villes, de manière dynamique et évolutive, possibiliste et non déterministe, dans leurs milieux, écologiques et culturels. Geddes s'engage alors pour une véritable instruction civique, ou éducation à la ville, qui serait la base d'une participation pleine et entière des populations à l'urbanisme, donc à la *politique*. Il ne souhaite pas amener la ville à la campagne, mais l'inverse, en réaménageant les villes existantes pour les ouvrir à une nature essentiellement interstitielle. Son projet de reconquête multidimensionnelle de la ville - écologique, historique et culturelle, architecturale et artistique, participative et

politique - préfigure de manière étonnante le projet actuel de la ville durable.

Ainsi, pour Olmsted, Forestier, Howard et Geddes, ces quelques figures majeures de la naissance de l'urbanisme, la réintroduction de la nature en ville est un outil de première importance pour restructurer la ville, orienter son développement de manière à satisfaire les besoins vitaux de sa population (accès à un environnement sain et à des espaces de détente), tout en aménageant le futur de la ville. La planification naissante est ordonnée par le négatif de la ville, qui construit l'espace public, l'espace que Geddes nomme "ouvert". La ville est définie par une combinatoire entre espace bâti et espace libre, espace productif et "régénérateur", tant pour l'écologie du milieu urbain que pour les citoyens.

Ce projet écologique avant la lettre n'est pas dissocié d'un projet de réforme social et politique de la ville. Il est partie intégrante d'une réflexion globale sur l'évolution des villes, la maîtrise de leur croissance et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. On ne peut confondre non plus cette première écologie urbaine avec les positions proches mais nettement anti-urbaines d'écrivains tels que William Morris (1891-1976)²⁰, ou d'auteurs

américains qui préconisent l'installation de la ville à la campagne. Olmsted et Geddes en particulier sont des auteurs pro-urbains. A partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle s'engage donc une réflexion sur la ville comme milieu de vie, que le fonctionnalisme de l'entre-deux-guerres réduira à quelques paramètres quantitatifs, effaçant ainsi l'alternative dessinée par les premiers urbanistes.

L'écologie urbaine entre science et scientisme

Pendant que les idées d'Howard et du Musée social en France²¹ fleurissent et se répandent, une contre-offensive progressiste et hyper-rationaliste se prépare, conduite par le mouvement des architectes modernes. À leur tête, Le Corbusier reprend et popularise les mots d'Howard : le soleil, l'air, la verdure, et même la ville radieuse²².

Ces préoccupations écologiques ne seront plus perçues comme relevant d'une composition urbaine mais seront réduites à des composantes physiques ou biophysiques du milieu urbain, appréhendées de manière sectorielle et quantitative. Les variables écologiques sont subordonnées à un projet de rationalisation de la ville, soumises à une grille d'analyse fonctionnaliste et normative.

Pour les architectes du mouvement Moderne, l'écologie urbaine dépend du respect de quelques règles simples et le bien-être se mesure par le nombre de m² alloués au logement et aux espaces verts, ou par la durée d'insolation des logements²³. Le soleil, l'air, l'espace, la nature sont des paramètres que l'on peut distribuer par quotas. Le vocable d'"espace vert", qui apparaît à cette époque, traduit l'indifférenciation grandissante du végétal. L'espace vert, réduit le plus souvent à une surface, s'étale en pied d'immeuble et contribue à la désertification de l'espace public. Il devient une norme de confort urbain, établi en France à 10 m² d'espace vert par habitant. Cette vision scientiste interdit bien sûr d'appréhender l'environnement urbain en termes qualitatifs, comme un environnement vécu et perçu, un espace social et culturel.

Cette écologie des Modernes n'est certes pas la seule manière d'appréhender l'écologie urbaine dans l'entre-deux-guerres mais elle va s'imposer à la postérité. Elle influencera durablement les politiques municipales, qui éprouveront de réelles difficultés à se dégager de l'emprise de la pensée hygiéniste rationalisée par le fonctionnalisme. C'est d'abord dans l'habitat social que ces préceptes seront appliqués. Ils gouverneront ensuite les politiques d'environnement,

héritières de l'hygiène publique, qui collectent les plaintes, classent les nuisances, développent un appareillage de capteurs et segmentent les questions écologiques. Si les problèmes d'eau et de déchets urbains sont approximativement traités, l'écologie urbaine ne réussira pas à satisfaire les demandes sociales centrées sur l'amélioration de la qualité de vie en ville, tout en se révélant incapable de répondre aux nouveaux enjeux écologiques qui affirment progressivement la dimension globale des problèmes d'environnement.

L'échec de l'écologie urbaine, ou son impuissance à s'affirmer comme une dimension décisive de l'urbanisme, se joue aussi bien sur un versant pratique que sur un versant théorique ou scientifique. En effet, l'écologie urbaine ne parvient pas à s'instituer en démarche scientifique légitime. Ses deux principales tentatives, ou tentations scientifiques, dans les années trente et soixante, emprunteront des voies opposées. La première, défendue par l'école de Chicago²⁴, appréhende l'environnement urbain comme un produit de l'interaction sociale, sans considérer l'interface avec le milieu écologique. L'écologie urbaine développée dans les années soixante développe une optique inverse, s'attache aux paramètres physiques et biophysiques de la ville, et passe sous silence ses

nombreuses dimensions socioculturelles. L'écologie urbaine sociologique décrit les flux humains dans la ville : déplacement, migration, colonisation, ségrégation, etc. ; l'écologie urbaine naturaliste observe les flux de matière et d'énergie : eau, fuel, nourriture, bois, ciment, fer, plastiques, etc. La première écologie s'inspire des dynamiques des espèces végétales dans un écosystème ; la deuxième se réfère au métabolisme animal, puis au terme problématique d'écosystème urbain. L'unité de l'environnement urbain a bel et bien disparu, sociologues et écologues se tournent le dos, et les disciplines parfois même se divisent, comme la géographie.

Outre qu'elles dénotent une incapacité à appréhender l'interface entre milieux humain et écologique, les approches scientifiques de l'écologie urbaine se révèlent très peu opérationnelles, contrairement à l'écologie réformatrice du début du siècle. Les retombées pratiques et politiques de ces travaux sont rares et trahissent parfois les intentions de leurs premiers auteurs. Entre l'eugénisme de Duvigneaud, le darwinisme social des successeurs de l'École de Chicago et le malthusianisme de l'écologie profonde, les projets de réforme écologiste n'ont pas bonne presse, et le rapprochement entre ville et écologie laisse songeur...

Les approches qui ne tombent pas dans le piège de la naturalisation de la ville, en appréhendant par exemple la dimension écosystémique de la ville comme une simple facette de la réalité urbaine, ou bien en analysant l'adaptation de l'homme à un environnement complexe, restent sans portée opérationnelle. Ni les recherches du programme MAB²⁵ sur l'écosystème urbain ni l'écologie factorielle, qui prend le relais de l'écologie urbaine défendue par les sociologues, n'ont donné lieu à une gestion différente de l'espace urbain, à un réaménagement de la ville, qui sont pourtant la motivation première de ces recherches. L'écologie urbaine scientifique se révèle donc inopérante, lorsqu'elle n'est pas scientifique. Lorsqu'elle flirte avec le darwinisme social, elle nourrit à son insu des formes de planification qui renforcent la ségrégation des quartiers et la déréliction des centres, aux États-Unis²⁶.

Une tentative de décroissement : les villes durables

C'est dans ce contexte difficile qu'apparaît le concept de développement durable, qui a l'ambition depuis quelques années de réarticuler l'écologie avec les questions sociales et économiques, et de replacer l'écologie urbaine dans le champ des politiques d'urbanisme, sans l'instituer en

savoir distinct. Le développement urbain durable retrouve l'inspiration écologique de l'urbanisme du tout début du siècle, mais pour des raisons souvent inverses.

Les politiques de dédensification urbaine ont eu par exemple un tel succès qu'elles incitent à rechercher des formes de resserrement urbain. L'aération, la circulation et la mobilité se sont développées au point que les voitures engorgent les villes et altèrent la qualité de l'air à de multiples échelles. La fuite périurbaine a été nourrie par des valeurs écologistes et des utopies néo-rurales²⁷. Mais elle a aussi sanctionné la qualité de vie insuffisante des centres urbains et leur inadaptation à la vie familiale. Les politiques de développement durable ont donc pour objectif une reconquête écologique et qualitative de la ville dense, afin d'offrir une réelle alternative à l'habitat périurbain ou rural. La ville écologique n'est pas la ville à la campagne, mais bien la ville historique, sans déni de son urbanité.

D'autres renversements optiques sont engagés dans le passage de la ville écologique à la ville durable. L'observation locale n'est plus toujours le point de départ de la formulation des problèmes écologiques. Les gaz à effet de serre sont

largement invisibles et les villes commencent à se mobiliser pour une cause aussi globale que la réduction de l'effet de serre anthropique²⁸. Les risques de changement climatique et la maîtrise de la mobilité qui y est associée sont au cœur de la problématique du développement urbain durable, qu'il s'agisse d'établir une pluralité de modes de transport, de planifier l'usage de l'espace en fonction des dessertes collectives, ou de recycler les friches de la ville pour économiser l'espace et les déplacements.

La renaturation de la ville peut prendre aussi des formes qui vont à contresens des mesures d'assainissement engagées au cours du XIX^e siècle. Ainsi, l'imperméabilisation du sol urbain et l'enterrement du cycle de l'eau pour recouvrir les miasmes et assécher la ville²⁹ cède la place à des programmes de retrait de l'asphalte³⁰ et de restauration des trames aquatiques. A l'occasion de la réouverture d'un canal, de l'aménagement de bassins de rétention des eaux pluviales, ou même de marais urbains, le cycle de l'eau regagne progressivement la surface. L'engouement pour les trames vertes, corridors biologiques ou infrastructures naturelles en Europe du nord réactualise le programme de Forestier et de Geddes, d'une manière un peu moins jardinée et plus naturaliste.

D'une fin de siècle à l'autre, on peut identifier ainsi des continuités et des ruptures. Continuité dans le type et la globalité de l'approche, ruptures quant aux problèmes précis que les urbanistes sont amenés à résoudre. Sous le terme de développement durable, l'écologie urbaine de cette fin de siècle semble plus proche des intuitions des premiers urbanistes que de l'écologie urbaine du XX^e siècle, celle qui a cru gérer ou comprendre la ville à partir d'un modèle scientifique. Ce que des penseurs tels que Olmsted, Forestier, Howard et Geddes nous enseignent – ainsi que certains de leurs contemporains –, c'est qu'il ne peut y avoir d'écologie urbaine sans urbanisme, et vice-versa. L'écologie urbaine est une question essentiellement culturelle, historique, géographique, sociale et politique aussi, et elle perd toute pertinence lorsqu'elle considère la ville comme un milieu naturalisé. La ville n'est pas plus dans la nature de l'homme – l'optique de l'École de Chicago –³¹ qu'elle n'est réductible à un écosystème naturel. La ville est un possible, mais surtout ouvre les possibles.

Pourtant, l'articulation du projet écologique avec les dimensions économiques, sociales et culturelles du développement urbain est encore ce qui donne le plus à penser et à désirer. Les percées sont franchement

timides en ce domaine. Car pour rendre le décroisement effectif, pour réintégrer l'écologie dans l'urbanisme et dans l'aménagement, encore faut-il aller au-delà des discours d'intention du développement durable, forger des concepts qui soient opérationnels. Les notions d'éco-efficience, ou d'éco-compatibilité, dans le registre économique, celle d'inégalité écologique dans le registre social peuvent constituer les premiers pas dans cette direction. L'écologie industrielle, qui a développé une approche susceptible de rendre la production économique plus écologique³², compte cependant peu de réalisations à son actif. Mais c'est dans le domaine social que l'articulation reste la plus faible.

Les inégalités écologiques – inégalités face aux nuisances et aux risques, inégalités d'accès à un cadre de vie de qualité – s'accroissent avec les inégalités socio-économiques et l'aggravation des problèmes d'environnement, certaines régions de la planète étant par exemple beaucoup plus exposées aux risques d'un changement climatique. Que ce soit à l'échelle globale ou à celle d'une agglomération, la qualité et la sécurité de vie diffèrent du tout au tout pour les citoyens, des quartiers à haut standing écologique aux formes multiples d'habitat précaire, des zones sécurisées aux zones à risques de la plupart des métropoles

du Sud et du Nord. Aucune politique n'a encore pris pour cible la réduction des inégalités écologiques. Il semble évident aux yeux de tous que l'amélioration de la condition socio-économique d'une population se traduira par un changement de quartier, plutôt que par l'amélioration du lieu où elle vit. Les grands ensembles français offrent un exemple d'un environnement urbain détérioré, quelle que soit l'efficacité des stratégies individuelles et de groupe pour marquer et s'approprier l'espace. Le couplage entre politique sociale et écologique en ville est loin d'être établi, même si, ici ou là mais très marginalement, se dessinent quelques politiques de mixité sociale³³. La réhabilitation des quartiers sociaux et des espaces déprimés, en termes de qualité de vie et non de façades, d'environnement vécu et qualitatif et non de standards, est un des grands chantiers urbains qui ne s'est pas encore ouvert.

Conclusion

Il n'est pas certain aujourd'hui que le projet de la ville durable puisse renouveler la question latente, refoulée et souvent impensée de l'écologie urbaine et humaine, que les lendemains de la Première et de la Seconde guerres mondiales ont été abordés en termes trop scientifiques et trop scientistes. Il n'est pas assuré non plus que

ce projet parvienne à ouvrir un débat public sur la ville, que l'écologie urbaine n'a pas réussi à asseoir et dont les réformateurs du début du siècle avaient pourtant posé les bases. L'éclosion actuelle des projets de développement urbain durable n'est pas un gage de progrès écologique. Comment désamorcer les problèmes écologiques qui se posent au XXI^e siècle, ou même améliorer substantiellement la qualité de vie d'une majorité de citoyens ? L'inertie sociétale face par exemple à la question de la pollution atmosphérique métropolitaine ou à celle du changement climatique peut laisser penser que le développement durable sert surtout actuellement à revaloriser l'image des villes pour les investisseurs³⁴.

Si le développement urbain durable a le mérite de reformuler et de décloisonner la question de l'écologie urbaine, il ne semble pas encore en mesure d'apporter des réponses concrètes à quelques-uns des grands problèmes urbains : la maîtrise ou la reconversion énergétique, la ségrégation socio-spatiale ou socio-écologique, le mitage de la ville par le paysage suburbain, ou le désinvestissement civique et politique. Des bribes de politiques voient le jour dans ces différents domaines. Les initiatives pilotes et très locales se multiplient, mais elles ne parviendront pas à contrecarrer les tendances inverses sans effet de seuil, sans

déclat collectif sur les enjeux écologiques et urbains qu'il est aujourd'hui difficile de dissocier.

L'écologie urbaine n'a pas à devenir une science parce que, comme le montre l'Histoire, l'écologie urbaine est au cœur de l'urbanisme, celui d'hier comme sans doute celui de demain. Mais l'amnésie qui touche l'histoire de cette pratique, comme l'a relevé Olivier Soubeyran³⁵, bride aussi bien les projections dans l'avenir que les efforts vers un développement urbain durable, vers une troisième voie pour la ville, que Geddes avait commencé à mettre en évidence.

N · O · T · E · S

- ¹. *Writings on Public Parks, Parkways, and Park Systems*, 1997. The Papers of Frederick Law Olmsted. Supplementary Series Vol 1, Ed. Beveridge, C. E. et Hoffman, C. F., The John Hopkins University Press, Baltimore, Londres.
- ². Howard, E., *Les cités-jardins de demain*, Ed. Sens et Tonka, Paris.
- ³. Geddes, Patrick, *L'évolution des villes*, Ed. Temenos, Paris.
- ⁴. Garnier, C., Mirenowicz, P. (dir.), *Ecologie urbaine : nouveaux savoirs sur la ville, Metropolis*, 64-65, 1984.
- ⁵. R. H. Platt, R. A. Rowntree, P. C. Muick, *The Ecological City, Preserving and Restoring Urban Biodiversity*. University of Massachusetts Press, 1994.
- ⁶. J. Le Goff, *Pour l'amour des villes*, Ed. Textuel, 1997.
- ⁷. C. Stefulesco, *L'urbanisme végétal*, Institut pour le développement forestier, 1993.
- ⁸. J-L. Pinol, *Le monde des villes au XIX^e siècle*, Hachette, 1991.
- ⁹. *Public Parks and the Enlargement of Towns*, in : *Writings on Public Parks, Parkways, and Park Systems*, *op. cit.*
- ¹⁰. *Writings on Public Parks, Parkways, and Park Systems*, *op. cit.*
- ¹¹. Comme l'affirme par exemple le *Boston Herald* du 19 septembre 1904. Cité par J. C. N. Forestier (1908-1997), *Grandes villes et systèmes de parcs*, Paris, Ed. Norma, p. 57.
- ¹². *Les cités-jardins de demain*, *op. cit.*, p 117.
- ¹³. *L'évolution des villes*, *op. cit.*, p 77.
- ¹⁴. C. Stefulesco, *op. cit.*
- ¹⁵. F. Choay, *Pensées sur la ville, arts de la ville*, in : G. Duby (dir.), *Histoire de la France urbaine*, Seuil, 1983, vol. 4, p. 157-271.
- ¹⁶. *Grandes villes et systèmes de parcs*, *op. cit.*
- ¹⁷. Comme l'a bien mis en évidence Lewis Mumford ; cf. *La cité à travers l'histoire*, Paris. Seuil, 1964.
- ¹⁸. R. H. Platt, R. A. Rowntree, P. C. Muick, *op. cit.*
- ¹⁹. *L'évolution des villes*, *op. cit.*
- ²⁰. W. Morris, *Nouvelles de nulle part*, Paris. Aubier Montaigne.
- ²¹. Le Musée social, auquel participe activement Jean Claude Nicolas Forestier, est le mouvement qui donne naissance à l'urbanisme français et développe des idées proches de celles des urbanistes anglo-saxons. Olivier Soubeyran a suggéré que le Musée social pouvait constituer une origine de l'écologie urbaine. Voir : Fonder en raison l'anticipation : la tentative de l'écologie urbaine française au début du XX^e siècle, in : *Les temps de l'Environnement*, Ed. M. Barrué-Pastor, G. Bertrand, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- ²². *Les cités-jardins de demain*, *op. cit.*, p 128.
- ²³. Le Corbusier, *La Charte d'Athènes*, Ed. de Minuit, 1942.
- ²⁴. Y. Grafmayer, I. Joseph (dir.), *L'école de*

Chicago. Naissance de l'écologie urbaine, Paris, Aubier, 1994.

²⁵. Le programme *Man And Biosphere* de l'Unesco développe dans les années soixante-dix la modélisation des flux de matière et d'énergie dans quelques métropoles (Hong Kong, Francfort, Rome, Tokyo, Numata).

²⁶. La *Federal Housing Administration* accordait dans les années 30 des prêts sur des critères sociaux et raciaux, afin de ne pas contaminer les nouveaux quartiers et de préserver leur valeur immobilière. Cette "stratégie du filtrage" a été inspirée par les analyses de l'École de Chicago et ses successeurs (Burgess et Hoyt notamment). H. Kuklick, L'école de Chicago et la politique de planification urbaine. La théorie sociologique comme idéologie professionnelle, in : *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, op. cit.

²⁷. J. Theys, C. Emelianoff, Les contradictions de la ville durable, *Le Débat*, sept.-déc., Paris, Gallimard, 2000.

²⁸. On peut citer par exemple la "Campagne des villes contre le changement climatique", organisée par le Conseil International des Initiatives Environnementales Locales (ICLEI), "l'Alliance climatique" qui regroupe plus de 600 collectivités locales européennes, ou encore les "municipalités italiennes contre l'effet de serre".

²⁹. S. Barles, *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain XVIII^e-XIX^e siècles*, Champ Vallon, 1999.

³⁰. Comme à Schiedam, aux Pays-Bas.

³¹. Dans ce cas quel homme, et *quid* de l'humanité qui fut nomade ?

³². Sur cette notion, voir S. Erkman, *Vers une écologie industrielle*, Paris, Ed. Charles Leopold Mayer, 1998.

³³. À Hanovre, le quartier "durable" construit sur le site de l'exposition universelle, qui est aussi une vitrine de la ville, intègre de l'habitat social grâce à une intervention très volontariste de la municipalité.

³⁴. *La politique de la ville en Allemagne. Vers un développement urbain durable*, OCDE, 1999.

³⁵. O. Soubeyran, *L'écologie urbaine, origine et philosophie*, 1996 ; extrait, in : *Problèmes politiques et sociaux*, 829, oct. 1999, *La Documentation Française*, p. 15-17.